

Laurette Onkelinx au Soir: «Ce sont les Bruxellois qui vont redresser la ville»

Le Soir - VÉRONIQUE LAMQUIN - 6/05/2016

A la veille de la fête de l'Iris, la cheffe de file des socialistes bruxellois délivre un message positif pour la capitale. Et de plaider : « on a tous intérêt à plaider la cause de Bruxelles ».

A la veille de la fête de l'Iris, la cheffe de file des socialistes bruxellois nous reçoit au cœur de Bruxelles, place du Vieux Marché aux Grains. Le soleil remplit les terrasses. Un signe positif, qui cadre avec le message que Laurette Onkelinx veut délivrer pour Bruxelles.

Bruxelles traverse une mauvaise passe. Que doit faire le politique ?

Le contexte est compliqué pour toute la Belgique et pour l'Europe. Bruxelles va se relever, comme on va se relever partout, en Belgique et en Europe. Il ne faut pas se dire qu'il y a un problème bruxellois. Même si, et c'est normal, on parle davantage de Bruxelles, parce que c'est là qu'ont eu lieu les attentats, et que c'est la capitale du pays et de l'Europe.

Bruxelles souffre quand même beaucoup ?

A Paris, aussi, les musées et les restos souffrent... Et, chez nous, c'est tout le pays qui souffre, pas rien que Bruxelles. Les commerçants de Gand et Anvers parlent d'une baisse de 20 à 30 % de leur chiffre d'affaires.

Mais on parle beaucoup plus des problèmes bruxellois !

Bruxelles ne laisse personne indifférent : soit on l'aime soit on la déteste. En fait c'est mieux comme ça : je ne voudrais pas être dans une capitale dont tout le monde se fout. Mais c'est vrai que le contexte institutionnel qui reste difficile et la N-VA qui n'a pas envie de reconnaître Bruxelles comme Région à part entière mais est à la manœuvre partout, cela joue : ils ont des leviers contre Bruxelles. Exemple : on n'a vu nulle part au monde un lockdown comme on en a eu un après Paris. Ce n'était pas innocent. Les chiffres confirment d'ailleurs que la chute de fréquentation date de cette période-là. Mais Bruxelles a tellement d'atouts qu'elle va se relever très vite.

Pourquoi dites-vous ça ?

Je sens les gens qui crépitent d'impatience de dépasser la situation. Et, je le répète, on a plein d'atouts. La première qualité de la ville, c'est sa diversité : c'est une multitude d'émotions, de sensations, de visions différentes qui font la particularité de Bruxelles. On est fiers de cela, presque tous politiques confondus. On a décidé de

lancer, très prochainement, l'année de la diversité, avec une série de projets. On va revendiquer que cette diversité n'est pas un danger mais une opportunité extraordinaire. Et ce sont les Bruxellois qui vont redresser la ville. On observe une volonté participative très forte dans presque tous les dossiers.

La ville ne pourra se relancer seule ? Pour l'instant, sur le plan économique, la situation est très difficile.

C'est le cas partout. Il faut aussi rappeler qu'on a une croissance économique tout à fait défavorable en Belgique : on était au-dessus de la moyenne européenne mais, depuis le nouveau gouvernement, on est en dessous. On est désormais le seul pays, avec la Finlande, à avoir un taux d'emploi en baisse. C'est dû aux politiques européennes d'austérité mais aussi aux mauvais choix posés en Belgique ; on ne peut pas tout mettre sur les attentats.

Ceux qui détestent Bruxelles n'épargnent pas la ville pour l'instant.

Exact. Au moment du lockdown, on proposait une prime aux chauffeurs de De Lijn pour venir à Bruxelles, c'est de la folie furieuse ! Et les ministres de l'Education ont dit : « est-ce que, pour le moment, il est vraiment nécessaire de faire des voyages scolaires à Bruxelles ? ». Cela s'est passé aussi en Fédération Wallonie-Bruxelles, et ça, je leur en parlerai prochainement. Peut-être qu'après, ils ont retiré leur circulaire, mais elle a existé, c'est sûr, je l'ai vue !

Le fédéral en fait-il assez pour sa capitale ?

Le fédéral a mis du temps à comprendre qu'il faut arrêter les messages qui vont tout le temps dans le même sens, le sécuritaire. A un moment donné, il n'y aura plus besoin de sécuriser, il n'y aura plus personne. Ce qu'il faut faire, c'est plaider l'union générale pour Bruxelles, qui est le poumon économique du pays. Si la capitale ne se porte pas bien, les autres Régions ne se portent pas bien non plus. Que ce soit parce qu'on aime Bruxelles ou par intérêt économique et social, on a tous intérêt à plaider la cause de Bruxelles.

La Wallonie et la Flandre en font assez pour Bruxelles ?

Quand Paul Magnette propose d'avancer des montants pour le RER, ce n'est pas rien comme acte de solidarité. Et il y a eu le refinancement de Bruxelles : sans la Région wallonne et quelques amis flamands, comme Guy Vanhengel, on ne l'aurait jamais eu. Donc, globalement, il y a un soutien, même si, parfois, il y a des hauts et des bas.

En Flandre, beaucoup de voix réclament une simplification institutionnelle à Bruxelles...

Je leur réponds : « Chiche ! Que penseriez-vous d'une simplification complète des institutions bruxelloises ? Et si on faisait en sorte de ne plus avoir la Cocom, la Cocof, la VGC en plus de la Région ? Et si on faisait en sorte que ce soit une vraie

Région bilingue, avec des listes bilingues ? Une Région à part entière ? »

Pas de fusion des zones de police non plus ?

Non ! J'entends la même chose au MR. Mais, c'est vrai, il faut plus de collaboration au niveau des zones, avec la Région.

Vous avez lancé le lobby bruxellois, qui réunit tous les partis bruxellois (à l'exception de la N-VA et du PTB). N'a-t-il pas un rôle à jouer dans ce contexte difficile ?

Si ! Il faut que tout le monde se dise que c'est un challenge et qu'il faut le réussir ensemble, pas se tirer dans les pattes, c'est pour ça que j'ai eu l'idée du lobby. On se voit régulièrement. C'est important que majorité et opposition se parlent. Là, on s'est dit qu'il faudrait avoir un moment à Bruxelles où, tous ensemble, avec tous les acteurs de terrain, et la population, dans une démarche participative, on parle de Bruxelles. De ce qu'elle est, de sa spécificité, de ce qui fait ses atouts, de ce pourquoi on l'aime.

Ça prendrait quelle forme ?

Guy Vanhengel, vice-président du lobby, et moi, nous allons rencontrer la Fondation Roi Baudouin pour voir comment faire, comment initier une démarche participative. A la table, tous les partis étaient super-positifs, l'envie est là. On travaille sur la forme que cela va prendre.

Autre défi pour Bruxelles : faire en sorte que chacun trouve sa place dans la ville, dans la société. Que faut-il faire ?

D'abord, des jeunes qui ne sentent pas bien dans leur ville, dans la société, et peuvent être attirés par des sirènes nauséabondes, ça n'existe pas qu'à Bruxelles. Mais, oui, cela existe chez nous. Il y a un problème social, sur lequel il faut agir d'urgence. Dans certains quartiers, presque tous les jeunes sont au chômage, ils ne se sentent évidemment pas intégrés. Moins que jamais d'ailleurs : le centre pour l'égalité des chances, Unia, a montré que, depuis les attentats de Paris, les discriminations explosent, les violences verbales et physiques se multiplient à l'encontre des personnes arabo-musulmanes. Non seulement, on ne règle pas le problème mais on risque de l'aggraver.

Que proposez-vous ?

Je suis allée en France voir les zones zéro chômage. C'est une idée qui a été initiée par ATD Quart-Monde et soutenue par un député français et puis, miracle, l'Assemblée nationale et le Sénat ont voté pour. Cela ne se fait pas à l'échelle d'une ville mais d'un quartier. On part du profil des gens, de leurs qualifications et non pas des besoins du marché. On construit une réponse individualisée, avec un vrai contrat de travail. Dans le cadre d'un partenariat avec les entreprises, qui sont alors aidées par les pouvoirs publics, ou avec le non-marchand, les communes ou les CPAS. Ce serait pas mal de faire ça chez nous. Actiris va travailler là-dessus. En

France, ça concerne les chômeurs de longue durée.

D'autres idées ?

Je vais aller voir, à Seine-Saint-Denis, le projet de Bernard Stiegler, un philosophe au parcours incroyable. Il est en train de développer un projet avec l'aide du gouvernement, des universités françaises et anglaises vont l'accompagner. Ils prennent une région et essaient de la dédicacer à un projet ; là-bas, ce sera la numérisation. On donne à tout le monde une allocation et une formation qu'il faut faire dans la numérisation ; avec, à la clé, des contrats similaires aux intermittents du spectacle. Une sorte de Silicon Valley mais où tout le monde trouve sa place. A Bruxelles, nous avons par ailleurs notre projet pilote, le contrat d'insertion, qui commence en juillet.

Cela ne suffira pas !

Non, il faut aussi une réponse au niveau de l'enseignement, de la culture...

Et contre le radicalisme ?

Rudi Vervoort travaille sur un plan pour le vivre-ensemble. Redire notre volonté de vivre ensemble et de ne pas exclure, c'est un message important, c'est un message d'espoir.

Jeunes: agir d'urgence sur le problème social

Autre défi pour Bruxelles : faire en sorte que chacun trouve sa place dans la ville, dans la société. Que faut-il faire ?

D'abord, des jeunes qui ne sentent pas bien dans leur ville, dans la société, et peuvent être attirés par des sirènes nauséabondes, ça n'existe pas qu'à Bruxelles. Mais, oui, cela existe chez nous. Il y a un problème social, sur lequel il faut agir d'urgence. Dans certains quartiers, presque tous les jeunes sont au chômage, ils ne se sentent évidemment pas intégrés. Moins que jamais d'ailleurs : le centre pour l'égalité des chances, Unia, a montré que, depuis les attentats de Paris, les discriminations explosent, les violences verbales et physiques se multiplient à l'encontre des personnes arabo-musulmanes. Non seulement, on ne règle pas le problème mais on risque de l'aggraver.

Que proposez-vous ?

Je suis allée en France voir les zones zéro chômage. C'est une idée qui a été initiée par ATD Quart-Monde et soutenue par un député français et puis, miracle, l'Assemblée nationale et le Sénat ont voté pour. Cela ne se fait pas à l'échelle d'une ville mais d'un quartier. On part du profil des gens, de leurs qualifications et non pas des besoins du marché. On construit une réponse individualisée, avec un vrai contrat de travail. Dans le cadre d'un partenariat avec les entreprises, qui sont alors

aidées par les pouvoirs publics, ou avec le non-marchand, les communes ou les CPAS. Ce serait pas mal de faire ça chez nous. Actiris va travailler là-dessus. En France, ça concerne les chômeurs de longue durée.

D'autres idées ?

Je vais aller voir, à Seine-Saint-Denis, le projet de Bernard Stiegler, un philosophe au parcours incroyable. Il est en train de développer un projet avec l'aide du gouvernement, des universités françaises et anglaises vont l'accompagner. Ils prennent une région et essaient de la dédicacer à un projet ; là-bas, ce sera la numérisation. On donne à tout le monde une allocation et une formation qu'il faut faire dans la numérisation ; avec, à la clé, des contrats similaires aux intermittents du spectacle. Une sorte de Silicon Valley mais où tout le monde trouve sa place. A Bruxelles, nous avons par ailleurs notre projet pilote, le contrat d'insertion, qui commence en juillet.

Cela ne suffira pas !

Non, il faut aussi une réponse au niveau de l'enseignement, de la culture...

Et contre le radicalisme ?

Rudi Vervoort travaille sur un plan pour le vivre-ensemble. Redire notre volonté de vivre ensemble et de ne pas exclure, c'est un message important, c'est un message d'espoir.

Onkelinx: 'Schaf VGC en Cocof af'

MD © BRUZZ - 06/05/2016

Laurette Onkelinx (PS) pleit voor de afschaffing van de gemeenschapscommissies zoals de VGC en Franstalige tegenhanger Cocof. "Brussel moet een echt tweetalig gewest worden, met tweetalige lijsten." Een fusie van de Brusselse politiezones stoot dan weer op een "non".

Laurette Onkelinx (PS) gaat in een interview met Le Soir in op vragen over de institutionele versnippering in Brussel. Volgens de voorzitter van de Brusselse PS is het antwoord simpel: schaf instituten zoals de Vlaamse Gemeenschapscommissie (VGC) en Franstalige tegenhanger Cocof af. Ook de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie (GGC) moet dan logischerwijs op de schop.

Gevraagd naar de vraag om de vereenvoudiging van de Brusselse instituten die vooral aan Vlaamse kant luid klinkt, zegt Onkelinx: "Wat zouden jullie denken van een volledige vereenvoudiging van de Brusselse instituten? Geen VGC, GGC of Cocof meer? Wat als we ervoor zouden zorgen dat Brussel een écht tweetalig

gewest wordt, met tweetalige lijsten?”

Brusselse lobby

Een fusie van de verschillende Brusselse politiezones ziet Onkelinx niet zitten, ook al erkent ze dat er meer samenwerking nodig is tussen de verschillende zones. Tussendoor zet Onkelinx graag haar Brusselse collega Guy Vanhengel (Open VLD) in de bloemetjes. “Zonder het Waalse gewest en enkele Vlaamse vrienden zoals Guy Vanhengel zouden we nooit de herfinanciering van Brussel verkregen hebben”, aldus Onkelinx.

Onkelinx lanceerde recent ook een Brusselse lobby met Vanhengel als vice-voorzitter en leden van alle Brusselse partijen buiten de N-VA en de PTB.